

L'INDÉPENDANCE BELGE.

B. VENDREDI

On s'abonne :
BRUXELLES, rue Fossé-aux-Loups, 62;
PROVINCES, dans tous les bureaux de poste;
PARIS, Havas, rue J.-J. Rousseau, 51;
ALLEMAGNE, AUTRICHE, SUISSE (principales villes),
Hasselstein et Vogler.
LONDRES, Cowie et son, 2, St-Anne's lane; Delizy,
Davies et Co, n° 1, Finch lane, Cornhill; A. Cecil, 21,
Strand; Smith and son, 186, Strand; A. Maurice, 13,
Tavistock Row; Aug. Siegel, 10, Dendall street.
AMSTERDAM, B. Eisenhart, libraire;
LA HAYE, Belinfante frères, libraires;
ROTTERDAM, MM. Nijl et Van Dinar, libraires
LUXEMBOURG, au bureau de poste;
ROME, Merlo, libraire, place Colonna;
GENÈVE, Crisafiori, place de la Poste, 21;
FLORENCE, Vieuxsueu, cabinet littéraire;
NAPLES, Delton et Rocholi;
MADRID, Alphonse Duran, Bailly Baillière;
CONSTANTINOPLE, Christian Rod, libraire;
MILAN, Decipris et Co, libraires.

Belgique : un numéro 20 centimes.

PAIX
Bruxelles, 49 fr. par trimestre, 44 par année.
Province, 43 fr. »
La France, 21 fr. »
Allemagne, 18 fr. »
Angleterre, 17 sh. »
Autres pays, 19 fr. par trim., port en sus.

D'ABONNEMENT. payable d'avance

Aux demandes d'abonnement doit être joint un mandat de poste ou autre à vue sur Bruxelles.
Tout changement d'adresse doit être accompagné de la dernière bande.

BELGE.

CONSERVATION PAR LE PROGRÈS
ANNONCES ordinaires, 30 cent. la petite ligne.
RECLAMES (avant les annonces), 1 fr. 50 la ligne.
FAITS divers (hors du journal), 3 fr. la ligne.
Juges au tribunal de commerce d'Alst, les sieurs :
Schelkens (L.), industriel en cette ville;
Rings (A.), fabricant d'Alst;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Assche (R.), négociant à Alst;
Juges au tribunal de commerce de Gand, les sieurs :
Dekeleere (C.), ancien négociant à Wynaerde;
Braey (V.), armateur à Gand;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Hessert (L.), ancien négociant à Wynaerde;
Deschryver (S.), négociant d'Alst;
Juges au tribunal de commerce de Saint-Nicolas, les sieurs :
Cromb (L.), négociant à Tournai;
Boucher (A.), flûteur à Warchin;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Comart-Dureux (H.), fabricant à Tournai;
Delaloux (V.), industriel d'Alst;
Juges au tribunal de commerce de Valenciennes, les sieurs :
Rings (A.), fabricant d'Alst;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Assche (R.), négociant à Alst;
Juges au tribunal de commerce de Valenciennes, les sieurs :
Dekeleere (C.), ancien négociant à Wynaerde;
Braey (V.), armateur à Gand;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Hessert (L.), ancien négociant à Wynaerde;
Deschryver (S.), négociant d'Alst;
Juges au tribunal de commerce de Saint-Nicolas, les sieurs :
Cromb (L.), négociant à Tournai;
Boucher (A.), flûteur à Warchin;
Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :
Comart-Dureux (H.), fabricant à Tournai;
Delaloux (V.), industriel d'Alst;

Observatoire Royal.
3 octobre, à midi.
4^{er} jour de la lune.

BAROMÈTRE OBSERVÉ.....	747 ^m 86
THERMOMÈTRE centigr. du baromètre.....	45 ^o 5
TEMPÉRATURE centigr. de l'air.....	16 ^o 2
Id. maximum depuis hier midi.....	18 ^o 0
Id. minimum depuis hier midi.....	14 ^o 8
EAU tombée.....	9 ^m 03
VENT.....	80
SOLEIL, lever.....	6 h. 04 m.
Id. coucher.....	5 h. 33 m.
LUNE, lever.....	matin 6 h. 43 m.
Id. coucher.....	soir 6 h. 09 m.

Edition du matin

BRUXELLES, 3 octobre

REVUE POLITIQUE.

Une foule de bruits politiques plus ou moins importants ont couru hier à Paris, mais tous sont démentis par une dépêche que nous transmet ce soir l'Agence Havas.

On annonçait notamment que la commission de permanence de l'Assemblée de Versailles se réunirait extraordinairement pour s'occuper du voyage de M. Gambetta dans la Forêt, le Savoie et le Dauphiné, que M. Thiers était résolu à exiger, d'ici à la fin de l'année, une adhésion écrite de tout le personnel préfectoral et administratif à la forme républicaine. C'est sans fondement aucun, d'après la dépêche en question, que l'on attribue ces projets ou ces résolutions à la commission de permanence et au président de la République.

On voit avec quelle réserve il faut accueillir les nouvelles officielles en ce moment au public. Il en est pourtant, qu'on ne peut se dispenser de mentionner. Ainsi le *XIX^e Siècle* peut donner comme certain que le président de la République a fait connaître à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il comptait avoir assez avancé les choses au mois de janvier prochain pour demander à l'empereur Guillaume l'évacuation générale des territoires occupés. Il se dit même en mesure d'annoncer que le gouvernement allemand est disposé à accepter, dès à présent, une garantie financière qui se substituerait à la garantie territoriale offerte par l'occupation. Des ouvertures dans le sens de cette substitution de garantie auraient été faites à M. de Goulard, qui aurait remis leur examen à quelques semaines, certaines questions politiques devant être résolues avant celle-ci, qui même, par bien des côtés, en dépendent.

Nous nous bornons à signaler les informations de la feuille parisienne, qui nous paraissent un peu prématurées et dont il sera prudent, en tout cas, d'attendre la confirmation.

Le terme fatal pour l'option des Alsaciens et Lorrains qui ont voulu rester citoyens français a expiré le 30 septembre à minuit. Le *Courrier du Bas-Rhin* fait un tableau lamentable de l'exode des derniers optants, qui ont dû quitter leurs foyers pour émigrer en France. Le journal officiel reconnaît que le plan de ceux qui restent en Alsace-Lorraine ont conservé encore toutes leurs sympathies pour la France et nourrissent au fond du cœur le désir de voir revenir l'ancien état de choses et l'Alsace-Lorraine redevenir des provinces françaises. Mais ils les avertit, dans leur propre intérêt, dit-il, qu'ils doivent maintenant faire leur devoir d'honnêtes hommes et se rendre utiles à leur patrie, le nouvel Etat d'Alsace-Lorraine.

La Correspondance provinciale dit qu'à partir du 1^{er} octobre « ce pays de l'empire » est entré dans une situation définitive, et qu'il est devenu, par le départ des éléments français, un pays essentiellement allemand et régi par la législation allemande. La feuille ministérielle, toutefois, ne fait pas entrevoir l'époque où il plaira au gouvernement impérial de faire cesser la situation exceptionnelle de l'Alsace-Lorraine et de lui rendre son autonomie et le droit de concourir, par ses représentants, à la législation commune.

Nous avons parlé dernièrement des décorations conférées par le roi de Danemark à des officiers supérieurs et à des fonctionnaires prussiens, et nous avons, à ce propos, signalé les commentaires que la presse allemande rattachait à ce fait. L'essor d'une correspondance de Copenhague que la feuille du colonel Blumenthal, commandant militaire dans le Schleswig, le préfet Krupka et un autre fonctionnaire ont été l'objet, n'a aucune portée politique. Ils faisaient partie d'une commission mixte instituée par les deux gouvernements, prussien et danois, pour régler la situation des Danois du Schleswig-Holstein qui, ayant opté pour rester danois et ayant dû émigrer en Danemark, ont été autorisés, sous certaines conditions, à être temporairement leur domicile dans leur ancienne patrie. Les travaux de cette commission étant arrivés à leur terme, il y a eu, comme c'est l'usage, une distribution de décorations de la part des deux gouvernements.

Avant de céder la place, sous la pression de l'opinion publique, à un ministère national libéral, l'ancien cabinet de Hesse-Darmstadt avait élaboré un projet de réforme électorale qui, sous prétexte de donner satisfaction à l'opinion libérale, n'aurait fait que perpétuer le déplorable système qui a survécu, en Hesse, à toutes les transformations opérées dans les Etats voisins. Le nouveau ministère a apporté à ce projet des amendements qui en changent radicalement l'esprit. D'après sa rédaction, les cinquante députés qui forment la seconde Chambre seront élus par le suffrage universel. Tous les citoyens ayant 25 ans accomplis seront électeurs et éligibles de droit. La noblesse territoriale sera déchu du privilège de nommer ses représentants.

Le passage le plus intéressant de ce rapport est le dernier chapitre, dans lequel la chambre de commerce de Gand s'occupe des relations commerciales entre la France et la Belgique. Nous le reproduisons à titre de renseignement :

RAPPORTS DES CHAMBRES DE COMMERCE

GAND.

L'année 1874 a été une véritable année de transition qui devait nous ramener des agitations de la guerre à une période de travail normal. Un grand fait économique est venu toutefois inspirer à l'industrie vives appréhensions, nous voulons parler de l'établissement des droits d'entrée en France sur les matières premières et des primes de sortie desquelles sous le nom de drawback qui en sont la conséquence. Les questions que ce fait économique soulève ont été appréciées d'une façon trop différente dans diverses publications, pour que nous croyions pouvoir nous dispenser de les exposer ici au point de vue qui nous semble être celui sous lequel la Belgique doit les envisager.

Le fait principal de ce mouvement est l'application générale à condition de réciprocité. Ce que nous entendons par là, c'est d'abord la jouissance réciproque du traitement de la nation la plus favorisée; c'est encore cette condition que chaque pays laisse à l'autre le droit de leur commerce extérieur de développement et de concurrence, et qu'il s'abstienne, par exemple, par une intervention pécuniaire et surtout par des primes de sortie, de troubler les conditions de la concurrence internationale. La Belgique, qui n'existe plus guère de drawback, qui sont la forme la plus ordinaire sous laquelle se déguise le système généralement abandonné de nos jours des primes d'exportation.

Un autre point est à prendre en très-sérieuse considération; la jouissance réciproque du traitement de la nation la plus favorisée est et doit rester la condition sine qua non à laquelle doit être soumise la jouissance du régime conventionnel belge. D'après certaines publications la conséquence de la loi française sur les matières premières paraît être de soumettre, tout au moins jusqu'en 1877, certains produits belges à des droits d'entrée plus élevés que ceux auxquels sont soumis les produits prussiens, subside ou suisses. Les bois de Norvège, ceux par exemple, importés librement du Danemark en France, seraient frappés de droits prohibés par la loi française, et les produits belges, qui en France seraient frappés de droits supérieurs à ceux qu'acquitteraient les fils et tissus de coton allemands.

De pareils faits doivent à notre sens entraîner forcément la privation pour la France du régime conventionnel en Belgique et des surtaxes sur certains produits français doivent venir compenser pour la Belgique les primes de sortie que les taxes différentielles françaises ne peuvent manquer de lui causer à son industrie. Ce n'est là, qu'on le sache bien, qu'une défense contre un véritable acte hostile, car un droit différentiel ne saurait être proposé sans un caractère hostile. En défendant contre des actes de cette nature la Belgique ne devrait nullement modifier sa politique commerciale ni faire un retour vers le régime protecteur, puisque le tarif conventionnel resterait en vigueur envers toutes les nations qui traiteraient la Belgique sur le pied de la nation la plus favorisée.

L'étrange conséquence de la loi française, si elle était appliquée dans le sens que nous venons d'indiquer, serait que la France supprimerait elle-même toute importation de fils et tissus de coton belges.

La Société d'économie politique s'est réunie le 26 septembre sous la présidence de M. le comte Arrivabene.

Voici, en attendant l'insertion du compte rendu de cette séance, quelques paroles de M. le Hardy de Beaulieu qui résumait le débat, en indiquant l'objet et la conclusion :

M. LE HARDY DE BEAULIEU. Je crois pouvoir résumer comme suit la discussion que j'ai eu l'honneur de faire. La Société d'économie politique est d'avis que le gouvernement belge doit profiter de l'occasion pour se libérer des traités qui le lient avec la France, en attendant qu'il puisse se libérer des traités conclus avec les autres puissances. La Société estime également que le gouvernement doit agir dans l'avenir comme le demandent les intérêts du pays, intérêts qui changent quelquefois, mais que chaque gouvernement est chargé de mettre en rapport avec les besoins du moment où il a la responsabilité du pouvoir.

ACTES OFFICIELS. Extraits du Moniteur.

JUSTICE CONSULAIRE. — Par arrêtés royaux du 1^{er} octobre, sont institués :

Vice-président au tribunal de commerce de Bruxelles, le sieur Bruylant (J.-B.), éditeur en cette ville;

Juges au même tribunal, les sieurs :

Vanderstraeten (J.), ancien brasseur d'Alst;

Vanderstraeten (J.-B.), ancien industriel d'Alst;

Van Hambeeck (F.), banquier d'Alst;

Vermeyden (L.), industriel à St-Josse ten-Node;

Wallart (L.), fabricant à Ekerbeek d'Alst;

Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :

Fievé (G.), négociant à Schaerbeek;

Hollevoet (M.), ancien négociant à Ixelles;

Monmets (L.), agent de change à Bruxelles;

Piéard (E.), négociant, id.

Cependant les élections seront à deux degrés, comme en Prusse. Le chef du nouveau cabinet, M. Hoffmann, a annoncé, en entrant au pouvoir, que son premier soin serait de débayer le terrain des vieilles décombes.

Ceci est un commencement. Il y aura bien à faire encore avant d'être arrivé au bout.

Une commission mixte qui avait été nommée par les deux gouvernements, sous l'inspiration de mesures pour l'introduction d'un nouveau système commun aux trois pays, vient de terminer ses travaux. Elle propose d'adopter comme unité monétaire une pièce d'or, appelée *coronne*, et dont on frapperait 248 d'un kilogramme d'or pur. La dixième partie de cette monnaie s'appellerait *écu-coronne* (trondaler) et sera d'argent, comme les subdivisions inférieures, toutes les fois que le système décimal. Cet écu aura une valeur d'environ un franc 39 centimes.

CONCLUSIONS.

L'année 1874 a été une véritable année de transition qui devait nous ramener des agitations de la guerre à une période de travail normal. Un grand fait économique est venu toutefois inspirer à l'industrie vives appréhensions, nous voulons parler de l'établissement des droits d'entrée en France sur les matières premières et des primes de sortie desquelles sous le nom de drawback qui en sont la conséquence. Les questions que ce fait économique soulève ont été appréciées d'une façon trop différente dans diverses publications, pour que nous croyions pouvoir nous dispenser de les exposer ici au point de vue qui nous semble être celui sous lequel la Belgique doit les envisager.

Le fait principal de ce mouvement est l'application générale à condition de réciprocité. Ce que nous entendons par là, c'est d'abord la jouissance réciproque du traitement de la nation la plus favorisée; c'est encore cette condition que chaque pays laisse à l'autre le droit de leur commerce extérieur de développement et de concurrence, et qu'il s'abstienne, par exemple, par une intervention pécuniaire et surtout par des primes de sortie, de troubler les conditions de la concurrence internationale. La Belgique, qui n'existe plus guère de drawback, qui sont la forme la plus ordinaire sous laquelle se déguise le système généralement abandonné de nos jours des primes d'exportation.

Un autre point est à prendre en très-sérieuse considération; la jouissance réciproque du traitement de la nation la plus favorisée est et doit rester la condition sine qua non à laquelle doit être soumise la jouissance du régime conventionnel belge. D'après certaines publications la conséquence de la loi française sur les matières premières paraît être de soumettre, tout au moins jusqu'en 1877, certains produits belges à des droits d'entrée plus élevés que ceux auxquels sont soumis les produits prussiens, subside ou suisses. Les bois de Norvège, ceux par exemple, importés librement du Danemark en France, seraient frappés de droits prohibés par la loi française, et les produits belges, qui en France seraient frappés de droits supérieurs à ceux qu'acquitteraient les fils et tissus de coton allemands.

De pareils faits doivent à notre sens entraîner forcément la privation pour la France du régime conventionnel en Belgique et des surtaxes sur certains produits français doivent venir compenser pour la Belgique les primes de sortie que les taxes différentielles françaises ne peuvent manquer de lui causer à son industrie. Ce n'est là, qu'on le sache bien, qu'une défense contre un véritable acte hostile, car un droit différentiel ne saurait être proposé sans un caractère hostile. En défendant contre des actes de cette nature la Belgique ne devrait nullement modifier sa politique commerciale ni faire un retour vers le régime protecteur, puisque le tarif conventionnel resterait en vigueur envers toutes les nations qui traiteraient la Belgique sur le pied de la nation la plus favorisée.

L'étrange conséquence de la loi française, si elle était appliquée dans le sens que nous venons d'indiquer, serait que la France supprimerait elle-même toute importation de fils et tissus de coton belges.

La Société d'économie politique s'est réunie le 26 septembre sous la présidence de M. le comte Arrivabene.

Voici, en attendant l'insertion du compte rendu de cette séance, quelques paroles de M. le Hardy de Beaulieu qui résumait le débat, en indiquant l'objet et la conclusion :

M. LE HARDY DE BEAULIEU. Je crois pouvoir résumer comme suit la discussion que j'ai eu l'honneur de faire. La Société d'économie politique est d'avis que le gouvernement belge doit profiter de l'occasion pour se libérer des traités qui le lient avec la France, en attendant qu'il puisse se libérer des traités conclus avec les autres puissances. La Société estime également que le gouvernement doit agir dans l'avenir comme le demandent les intérêts du pays, intérêts qui changent quelquefois, mais que chaque gouvernement est chargé de mettre en rapport avec les besoins du moment où il a la responsabilité du pouvoir.

Le passage le plus intéressant de ce rapport est le dernier chapitre, dans lequel la chambre de commerce de Gand s'occupe des relations commerciales entre la France et la Belgique. Nous le reproduisons à titre de renseignement :

RAPPORTS DES CHAMBRES DE COMMERCE

GAND.

L'année 1874 a été une véritable année de transition qui devait nous ramener des agitations de la guerre à une période de travail normal. Un grand fait économique est venu toutefois inspirer à l'industrie vives appréhensions, nous voulons parler de l'établissement des droits d'entrée en France sur les matières premières et des primes de sortie desquelles sous le nom de drawback qui en sont la conséquence. Les questions que ce fait économique soulève ont été appréciées d'une façon trop différente dans diverses publications, pour que nous croyions pouvoir nous dispenser de les exposer ici au point de vue qui nous semble être celui sous lequel la Belgique doit les envisager.

Le fait principal de ce mouvement est l'application générale à condition de réciprocité. Ce que nous entendons par là, c'est d'abord la jouissance réciproque du traitement de la nation la plus favorisée; c'est encore cette condition que chaque pays laisse à l'autre le droit de leur commerce extérieur de développement et de concurrence, et qu'il s'abstienne, par exemple, par une intervention pécuniaire et surtout par des primes de sortie, de troubler les conditions de la concurrence internationale. La Belgique, qui n'existe plus guère de drawback, qui sont la forme la plus ordinaire sous laquelle se déguise le système généralement abandonné de nos jours des primes d'exportation.

Un autre point est à prendre en très-sérieuse considération; la jouissance réciproque du traitement de la nation la plus favorisée est et doit rester la condition sine qua non à laquelle doit être soumise la jouissance du régime conventionnel belge. D'après certaines publications la conséquence de la loi française sur les matières premières paraît être de soumettre, tout au moins jusqu'en 1877, certains produits belges à des droits d'entrée plus élevés que ceux auxquels sont soumis les produits prussiens, subside ou suisses. Les bois de Norvège, ceux par exemple, importés librement du Danemark en France, seraient frappés de droits prohibés par la loi française, et les produits belges, qui en France seraient frappés de droits supérieurs à ceux qu'acquitteraient les fils et tissus de coton allemands.

De pareils faits doivent à notre sens entraîner forcément la privation pour la France du régime conventionnel en Belgique et des surtaxes sur certains produits français doivent venir compenser pour la Belgique les primes de sortie que les taxes différentielles françaises ne peuvent manquer de lui causer à son industrie. Ce n'est là, qu'on le sache bien, qu'une défense contre un véritable acte hostile, car un droit différentiel ne saurait être proposé sans un caractère hostile. En défendant contre des actes de cette nature la Belgique ne devrait nullement modifier sa politique commerciale ni faire un retour vers le régime protecteur, puisque le tarif conventionnel resterait en vigueur envers toutes les nations qui traiteraient la Belgique sur le pied de la nation la plus favorisée.

L'étrange conséquence de la loi française, si elle était appliquée dans le sens que nous venons d'indiquer, serait que la France supprimerait elle-même toute importation de fils et tissus de coton belges.

ACTES OFFICIELS. Extraits du Moniteur.

JUSTICE CONSULAIRE. — Par arrêtés royaux du 1^{er} octobre, sont institués :

Vice-président au tribunal de commerce de Bruxelles, le sieur Bruylant (J.-B.), éditeur en cette ville;

Juges au même tribunal, les sieurs :

Vanderstraeten (J.), ancien brasseur d'Alst;

Vanderstraeten (J.-B.), ancien industriel d'Alst;

Van Hambeeck (F.), banquier d'Alst;

Vermeyden (L.), industriel à St-Josse ten-Node;

Wallart (L.), fabricant à Ekerbeek d'Alst;

Juges suppléants au même tribunal, les sieurs :

Fievé (G.), négociant à Schaerbeek;

Hollevoet (M.), ancien négociant à Ixelles;

Monmets (L.), agent de change à Bruxelles;

Piéard (E.), négociant, id.

ou anglais pour reporter le bénéfice de tout commerce sur la Prusse, conséquence inévitable du régime spécial qui leur est accordé, et qu'en même temps elle forcerait les autres nations à repousser de chez elles les produits français pour créer aussi, au grand avantage de la Prusse, un régime exceptionnel en sa faveur.

Le gouvernement français recule, nous l'espérons, devant ces dernières conséquences de la politique commerciale vers laquelle il semble vouloir faire un si déplorable retour.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique, conduire à imposer des surtaxes sur les produits suisses, italiens, espagnols ou autres importés en Belgique en transit par la France ou sous pavillon français; or, en première ligne, les produits d'Alsace-Lorraine, qui sont considérés comme produits de la France. Si la France impose aux produits belges des taxes qui ne grèveraient pas les produits allemands, ou si elle accorde à l'importation en Belgique des primes d'exportation, elle doit, en réciprocité, en faire de même pour les produits allemands, et ainsi de suite.

Le principe de la réciprocité, qui forme la condition essentielle de la jouissance en Belgique du tarif conventionnel, conduit en outre à d'autres conséquences. Si la France impose, par le seul fait de leur transit par la Belgique, des surtaxes sur certains produits d'autres nations, qui ne seraient pas assujettis à ces surtaxes en cas d'importation directe en France par terre ou sous pavillon français ou pavillon du pays d'origine, la Belgique doit, en logique,

L'incendie s'est propagé immédiatement dans la direction du palais et de l'église.
Une tour vient de s'écrouler.
Le Roi s'est rendu sur le théâtre du sinistre.

MADRID, jeudi, 3 octobre.
Une heure du matin.

Le monastère de San Lorenzo dans l'Escurial a été incendié par la foudre. Des secours ont été envoyés de Madrid, le feu est localisé. On travaille activement à sauver la bibliothèque. De nombreux livres et des parchemins ont été déjà sauvés.

Pays du Nord.
COPENHAGUE, jeudi, 3 octobre.
Le Roi ouvrira la session du Reichstag
le 7 octobre.
Le prince héritier et sa femme partiront

veille de l'ouverture pour Stockholm.
Le départ du grand-duc et de sa femme
aura lieu le 8 octobre.

Outre-Mer

New-York, jeudi, 3 octobre.

M. Smith, démocrate, a été réélu gouverneur de la Georgie à une majorité de votes de 30,000 voix.

Une collision a éclaté entre les blancs et les nègres pendant les élections, à Macon.

Un blanc et deux nègres ont été tués. Il y a eu plusieurs blessés.

New-York, mercredi, 2 octobre.

Agio sur l'or, cours de clôture, 114 3/8; plus haut prix, 114 3/8; plus bas, 114 0/0; change en or sur Londres, 107 1/4; id. sur Paris, 536 1/4; 5/20 bons américains (1888), 115 7/8; 5 p. c. id. (1874), 110 7/8; actions du chemin de fer illinois, 133 0/0; id. Erie, 48 0/0; Chicago, 86 1/4; Central Pacific, 96 0/0; Union Pacific, 100 0/0; coton, 18 7/8.

Bulletin des journaux.

PARIS, 3 octobre. — Emprunt 1872, 96-92. —
Emprunt 1874, 93-00 0/0. — Rente 3 p. c., 52-85 0/0.
— Crédit mob. franc., 448-00. — Crédit mob. esp.,
490-00. — 5 p. c. Italien, 67-72 0/0. — Cons. turcs,
5 p. c., 33-25. — Société Générale, 580-00. — Ch. de
fer autrich., 755 00. — Ottomans nouv., 326 00.
— Ch. de fer lombards, 492 00. — Id. hongrois, 000 00.
— Id. Luxembourg, 000 00. — Nord Espagne, 000 0/0.
— Transatlantiques, 000 00. — Espagne ext., 30 0/0.
— 6 p. c. américaines, 1882, 106 1/2. — Lots Paris,
1871, 249 00. — Banque de l'Union française belge,
100 0/0. — Banq. d'Algérie, 4,135. — Banq. d'Inde,
100 0/0. — Banq. d'Orléans, France, 500 0/0.

Amsterdam, 210 3/8 — Id. sur Hambourg, 187 1/8 — Id. sur Anvers, 38 prime. — Banque de Paris, 0,000.

PARIS, 3 octobre. — Huile de colza (100 kilogr.), courant mois, 95-50; id. à livrer, nov.-déc., 100-40; 4 premiers mois 1873, 101-00; 4 mois d'été, 102-00; huile de lin courant mois, 101-00; nov.-décemb., 100-00; 4 premiers mois, 99-75; farines 8 marques, sac de 158 kilos, courant mois, 68-50; nov.-déc., 66-00; 4 mois novembre, 65-00.

AMSTERDAM, 3 octobre. — Aut. rente pap. mar.

39 00. — 1d. gent. jav. 36 1/456 — Lots aut.
 (8660, 000) 000 1d. (1564), 156 3/4 — Lots hongr.
 (1870, 000) 0/0 — Consolides turcs (1865), 54 0/0.
 5/20 bps américains (1862), 97 7/8 — Espagne
 aut. 31 3/4 — 1/2000 aut. 31 3/4 — 1/2000 aut.
 Bap. 12 1/2 — 1/2000 aut. 12 1/2 — 1/2000 aut.
 Bap. 12 1/2 — Portugal, 40 7/8. — Emp. franç. 47 1/2,
 78 0/0. — Lots turcs anciens, 32 3/4 — 1d. nouveaux,
 73 3/4 — Changes : Londres, 00-00 000 : Paris, 58 5/8 ;
 Hambourg, 00 000 : Francfort, 100 3/4.

00-00; sur Hambourg, 00-00 0/0; sur Anvers, 00-00 —
Rente française, 00 0/0 à 00 0/0. — Rente autr. argent,
00 0/0 à 00 0/0; id. papier, 00 0/0 à 00 0/0. — Nou-
vel emprunt, 1 3/8 à 1 1/2.

LIVERPOOL, 3 octobre. — Cotons. — Clôture :
Marché ferme, sans changement.

Les ventes, aujourd'hui, sont de 45,000 b., dont
3,000 pour la spéculation et l'exportation.
Importation : 6,000 balles.

BERLIN 3 octobre. — Autr. rente pap. 59 5/8.
Id., argen. 65 0/0. — Lots autr. 4860, 94 1/4. — Id.
1864, 90 3/4. — Cred. mob. autr. 302 1/8. — Chem. de
Paris, autr. 497 1/4. — Id. Lombard 421 0/0. — Id. 1864
50 8/8. — Id. 2 p. c. Italiens 62 1/2. — 520 bonds autr.
1882, 93 3/8. — Actions Banq. cent. anvers. 1145 1/8.
— Change : Amsterdam 149 0/0. — Paris, 79 1/2. —
Londres 6-20 1/4. — Belgique 79 0/0. — Vienne 90 1/2.
— Saint-Petersbourg, 83 3/8.

BERLIN 3 octobre. — Seigne, oct.-nov. 52 3/8.
— Id. mai, 54 1/2. — Huile de seigne, octob., 84 0/0. — Id.
mai, 84 1/2. — Huile de seigne, oct.-nov., 23 5/8.
— Id. nov.-déc., 23 1/2. — avril-mai, 24 1/4.

FRANCFORT 3 octobre. — Ch. de fer Lombard,
222 1/4. — Autriche, rente argent, janvier, 64 13/16.
Id., papier, mai, 39 1/2. — Lots autrichiens (1860),
94 1/4. — Id. 1864, 90 3/4. — Cred. mob. autr.,
354 1/2. — Ch. de fer autr., 346 0/0. — Lots hon-
grais (1870), 113 1/2. — 520 bonds américains (1888)
95 3/4. — Change sur Londres, 118 1/8. — Id. sur

francs, 52 1/2. — Banque angl.-amér., 58 0/0. — Ind. et
chemin, 407 1/4. — Banque angl.-amér., 57 0/0. — 5 p. c.
francs 1872, 86 1/4. — Banque bruxelloise, 116 1/2.
— Actions. Banq. centr. anvers., 114 1/2. — Banque
franco-hollandaise, 000-00.

VIENNE, 3 octobre. — Rente papier mai, 65-30.
— Dit, ser. jeuv., 70-30. — Rente autr. (1856), 95-00.
— Id. (1858) 000-00. — Id. (1860), 102-20. — Id. (1864)
143-00. — Crédit mob. autr., 329 00. — Obl. chemin
de fer autr., 100-00. — Chem. de fer autr., 100-00.
— 872-00. — Lois bougr. (1870), 104-00. — Chem. de fer
autr., 321-00. — Id. du Nord, 208-25. — Lomb.-ouv.,
206-50. — Banque angl.-autr., 314-00. — Chemin de
fer Tirol, 100-00. — Chem. de fer autr., 100-00.
Hambourg, 79 50; Paris, 44-20. — Rentes d'or
8-72 0/0. — Argent, 47-25.

MADRID, 2 octobre. — Intérieur, 27 35. — Ex-
térieur, 31-85.

État civil de Bruxelles.

MARIAGES. Du 1. — Grooters, négociant, rue des
Garnies-Carmes, et Decoster, rue Royale. — Taverniers,
tailleur, place de Bavèrie, et Marot, lingère, rue de
la Chapelle. Du 2. — De Prédeat, tailleur, et Lejeune,
place Saint-Géry. — Verdievel, distillateur, à Schaer-
beek, et Sémanin, lingère, rue des Capucins.

DÉCÈS. Déclaration du 2. — Pen, 20 ans, époux
Zegers, rue d'Overkerck — Bik, 82 ans, ex. Arnold,
boulevard d'Anvers. — Boussette, 69 ans,
boulevard du Palais, 10. — Hante, 82 ans, ex-
placé de la Chapelle.

39 ans, rue Pacheo. — Vandyck, terrassier, 25 ans, dit... — Devolf, rentière, 93 ans, avenue Van Bouterdael, rue des Douze-Apôtres. — Friol, rentière, 64 ans, rue de la Chapelle. — Deux enfants au-dessous de sept ans.

BULLETIN COMMERCIAL.

LOKEREN, 2 octobre. — (Correspond. particulière de l'Indépendance belge.)

Froment n°, par sac de 100 kilogr. fr. 27-75 à 30-25, hausse 0-50; seigle, id., 14-25 à 15-25, hausse 0-00; orge, id., 15-00 à 16-25, hausse 0-00; sarrasin, id., 14-00, hausse 0-00; avoine, par sac et demi, 12-00 à 13-00, hausse 0-00.

RENAIX, 2 octobre. — (Correspond. particulière de l'Indépendance belge.)

Froment par 100 kilogr., fr. 32-45, hausse 0-35; méteil, fr. 32-45, hausse 0-00; seigle, 49-30, hausse 0-35; avoine, 17-00, hausse 0-00; fèves, 00-00, hausse 0-00; graine de lin, 0-00, hausse 0-00; graine de colza, 0-00, hausse 0-00; pommes de terre, 7-50, hausse 0-00; haricots, 5-50, hausse 0-00; foin, 7-00, hausse 0-00; beurre, 1-01, 2-35, hausse 0-40; œufs, les 36, 2-35, hausse 0-00.

Toiles. — Pièces exposées en vente : 25, vendues 17.

SAINT-TROND, 2 octobre. — (Correspondance particulière de l'Indépendance belge.)

Froment, les 100 kil., fr. 32-00, hausse 0-00; seigle, 49-50, hausse 0-00; orge, 49-00, hausse 0-50; avoine, 16-00 hausse 0-50.

